128801

Librairie du Parti Socialiste (S. F. I. O.)

LEUR BILAN

Quatre ans de Pouvoir
CLEMENCEAU-BRIAND

PAR

Marcel SEMBAT

Député de Paris

N° d'Ordre 64
N° de Clt 1839

Prix : 5 centimes

Au Siège du Conseil National, 16, rue de la Corderie

PARIS (IIIe ARRONDISSEMENT)

(sur place)
FLM.12°0368
BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1704392

LEUR BILAN

Mardi 15 mars dernier, Jaurès s'écriait à la tribune de la Chambre: « Le gouvernement est responsable de ses actes, et la majorité est responsable de son gouvernement. » Et le président du Conseil, Briand, commençait sa réplique en répétant la phrase de Jaurès comme un axiome évident. Entendu ! Tout le monde est d'accord ! Voilà le point de départ commun ! Les philosophes du moyen âge, avec infiniment de raison, refusaient d'argumenter tant qu'une même base de discussion n'était pas admise par les deux adversaires. Nous la tenons, notre base commune ! On peut causer.

Jusqu'en 1906, le Parti radical a volontiers prétendu qu'il n'avait pas la majorité dans la Chambre. Mais, dans ses plus récents Congrès, pour victorieusement répondre à ceux qui l'accusent de faillite ou lui trouvent la mauvaise mine d'un malade agonisant, il s'est, au contraire, vanté d'être le plus fort à la Chambre et dans le pays. « Malade ? s'écrient ses défenseurs, malade ? agonisant ? failli ? si l'on peut dire ! comptez nos troupes ! voyez nos états-majors ! Nous sommes la majorité parlementaire ! » Il se targuait ainsi de porter soit tout le mérite, soit tout le fardeau de l'œuvre gouvernementale et législative accomplie pendant les quatre ans de la législature qui vient d'expirer. Nous l'accordons, non pas, croyez-le bien, pour le plaisir facile de le traiter tout à notre aise de failli ! Beau plaisir ! Par le temps qui court, j'aimerais autant être appelé failli que liquidateur ou syndic de faillite ! Non, si nous dressons le bilan, c'est tout bonnement que l'heure est venue d'apurer les comptes et que la sainte constitution elle-même nous invite à prononcer l'approbation ou le

blâme. Alors, avant de prononcer, il faut bien jeter un coup d'œil sur les comptes de gestion, n'est-il pas vrai ? Duez nous a fait voir le péril de négliger cette petite précaution !

Oh ! nous n'avons, du reste, aucune envie de chicaner ! S'il plaît au Parti radical de nous montrer à côté de lui, dans la majorité, les socialistes indépendants et l'Alliance démocratique, s'il tient à joindre leurs responsabilités aux siennes, nous n'y contredisons pas. Nous trouvons cela tout naturel. Le Parti socialiste n'a pas du tout l'intention de faire du seul Parti radical le bouc émissaire et l'unique tête de Turc ! C'est à tous les partis qui ont accepté de prendre place dans la majorité gouvernementale, qui ont soutenu les divers cabinets contre nos attaques, c'est à eux tous que nous demandons des comptes aujourd'hui, devant le pays.

Briand a défini, à Périgueux, ce que tout ministère entend par majorité. Il réclamait une confiance ferme comme un roc. Pas de ces gens qui approuvent ou blâment un cabinet selon qu'il a raison ou tort, de ces gens qui entrent ou sortent selon la circonstance ! Non ! un gouvernement n'aime pas cela ! Il veut des gaillards solides, à toute épreuve et de bonne trempe. Approuver le ministre quand il a raison ? Beau mérite ! C'est quand il a tort, quand il a commis une faute qu'il a le plus grand besoin d'être approuvé. C'est à l'heure de la gaffe qu'on pointe les amis sûrs.

Voilà une première façon d'entendre une majorité.

Mais les socialistes sont obligés, sans écarter celle-ci, d'en ajouter une autre. A côté de la majorité ministérielle, liée et soudée au cabinet, il y a, chaque fois que la question sociale est posée, une autre majorité plus étendue, qui réunit, dans certains cas, la presque unanimité de la Chambre contre nous. On y voit au premier rang tous les hommes du Centre, le groupe des progressistes, ainsi nommé parce qu'ils galopent sur des écrevisses, le groupe libéral de MM. Aynard et Beauregard qui repoussent avec une belle fureur toute intervention de l'Etat, sauf, bien

entendu, quand il s'agit d'accorder des concessions de mines ou des monopoles quelconques à des sociétés financières; on y voit toute la droite, royalistes ou conservateurs, curés ou ducs, nationalistes et cléricaux. Voilà la grande majorité, la majorité économique, qui englobe, dépasse et soutient la majorité ministérielle.

Ainsi l'on nous méconnait quand on feint de croire que nous choisissons au milieu des autres partis bourgeois le Parti radical, par une animosité spéciale, pour l'accuser de faillite. C'est tous les partis antisocialistes que nous accusons soit de malfaisance, soit d'impuissance. Ils ont occupé successivement le pouvoir, et successivement ils ont prouvé par leurs actes qu'ils étaient souvent capables d'augmenter le mal, mais jamais de le réparer.

La législature dernière s'est exprimée historiquement par deux ministères: le ministère Clemenceau et le ministère Briand. Selon la formule que nous rappelions au début, ces deux gouvernements furent hier devant la Chambre et sont aujourd'hui devant l'histoire, responsables de leurs actes; et la majorité qui les a soutenus est responsable d'eux devant le pays.

J'ose dire que pour cet examen de gestion, nous offrons une garantie d'impartialité. Cela vous étonne, n'est-ce pas ? Vous savez que nous sommes intéressés à y trouver des erreurs ? Vous savez que nous appartenons à un parti, et qu'ainsi, ayant un parti pris, nous ne saurions être que partiaux ? Oui, mais je n'ai pas dit que nous offrions toutes les garanties d'impartialité. Toutes ? Ce n'est pas dans les luttes politiques qu'il faut les chercher, mais dans les laboratoires, et encore ! Toutes ? Non ! Aucun homme politique n'oserait s'en vanter et tous les électeurs sont, bon gré, mal gré, des hommes politiques. On nous juge âprement, et, ma foi, nous ne sommes pas toujours tendres ! Les tendres agneaux bêlants, Mme Deshoulières les envoyait promener dans les prés fleuris qu'arrose, parfois avec excès, la Seine: elle ne les menait pas aux réunions publiques. C'est donc très joli déjà quand on offre une garantie d'impartialité, une seule, et voici la nôtre !

La nôtre, c'est que nous n'avons pas eu de déception ! nous n'avons pas été surpris ! C'est terrible, un homme surpris, un actionnaire déçu qui s'attendait à palper un épais dividende et qui touche peau de balle ! Il s'emporte, il crie, il tempête ! Nous ? Je vous dis que nous nous y attendions ! Nous savions que la caisse serait vide et le coffre-fort garni de toiles d'araignées ! Nous aurions été heureux d'être trompés dans cette attente pessimiste, mais nous ne pouvions pas l'être ! Nous étions fixés sur ce que nous devions espérer des soutiens de la société.

Bon état d'esprit, n'est-ce pas, pour n'être pas exigeants ?

Clemenceau, par exemple, et son cabinet, qu'est-ce que nous leur demandions ? De gouverner en socialistes ? D'appliquer notre programme ? Mais pas du tout ! pas un instant ! pas le moins du monde ! Nous savions qu'ils n'étaient pas socialistes, nous étions prévenus ! Pourquoi donc voulez-vous que nous soyons assez naïfs, assez niais pour reprocher à ces gens qui ne sont pas socialistes, à ces gouvernants d'un pays qui élit des représentants non socialistes, de ne pas appliquer les idées et le programme du Parti socialiste ? Jamais ! Nous ne leur demandions pas ; nous ne leur avons jamais demandé d'être nous, nous leur avons demandé d'être eux-mêmes. Nous n'exigions pas d'eux ce qu'ils étaient incapables d'exécuter, nous exigions seulement ce qu'ils étaient capables de faire et qu'ils avaient promis de donner. Quand je sors du Palais-Bourbon en retard, très pressé, sur la place de la Concorde, je cherche du regard le propice auto-taxi, mais si je ne l'aperçois pas, si le bon cocher de fiacre m'offre seul un secourable sapin, est-ce que je vais lui demander de brûler la ligne des quais à l'allure d'un express ? Du tout ! un fiacre allait cahotant, cahin-caha, hue dia, hop là ! Clemenceau n'était qu'un vieux cheval de fiacre. Le Parti socialiste a la prétention d'avoir seul le secret du moteur à essence. Traînés par Clemenceau, nous ne lui demandions pas du soixante à l'heure ! nous lui demandions de nous mener gentiment, à son petit train-train. Mais la vieille haridelle quinteuse s'est mise à sauter

sur place, nous l'avons fouaillée, et elle a rué dans les brancards.

Voilà de quoi nous nous sommes plaints, et, sans jurons toutefois, avec tout le public qui riait de notre attelage, nous avons prononcé : « Allons, décidément, c'est une rosse ! »

Où pouvait-il nous traîner, Clemenceau ? Nulle part ? Si ! Il pouvait nous traîner dans la direction de l'Angleterre. Toute sa vie, il en avait parlé, de l'Angleterre. Il avait vanté les libéraux anglais ; il était l'ami de Gladstone, frappait familièrement, grimpé derrière lui, sur l'épaule du *grand old man* en affirmant : « Si vous étiez Français, vous seriez avec moi ! » Il en était même raseur, par moments, avec l'Angleterre et la liberté anglaise. Bien ! Il arrive au pouvoir. Qu'est-ce qu'il y va faire ? Il ne va pas, je vous le répète, nous donner le Pérou, nous offrir la Sociale sur l'assiette au beurre ! Non ! mais il va introduire dans nos lois, dans notre mécanique judiciaire, criarde, aux rouages durs, quelques perfectionnements empruntés à nos voisins. Il va garantir la *liberté individuelle,* étendre et développer la *liberté de manifestation,* respecter scrupuleusement la *liberté de la presse,* la *liberté d'opinion !*

C'est dans son programme, cela, dans ses idées, dans sa vie. C'est réalisable. Il n'y a rien là-dedans qui soit spécifiquement ou uniquement socialiste. Nous n'en avons pas le monopole exclusif. Les radicaux prétendent vouloir tout cela aussi bien que nous.

Est-ce peu ? si c'est aisément réalisable, est-ce de faible importance ? Du tout ! S'il avait tenu sa promesse, nous aurions applaudi. Nous n'aurions pas crié que tout était fini, cela va sans dire. Au contraire ! Nous aurions crié que tout allait commencer. Mais la route était déblayée, nettoyée des vieux détritus réactionnaires, des vieilles ordures despotiques.

Liberté individuelle ? c'est-à-dire plus d'arrestations arbitraires ! Plus de bon plaisir policier ! L'agent des mœurs, ni le sergot, ne seraient plus les maîtres capricieux et souverains de la liberté du passant. L'ouvrier, l'homme du

peuple, serait aussi respecté du commissaire et du juge que le cossu boursier en pardessus chic, avec son tube à huit reflets et sa rosette multicolore.

Liberté de manifestation ? La Rue libre à Paris comme à Londres.

Liberté de presse et d'opinion ? Plus de poursuites pour des articles de journaux ni des discours de meetings.

Vous voyez que l'œuvre était sérieuse autant que réalisable. De plus, elle était promise depuis longtemps par Clemenceau et ses amis. Promise ? Tambourinée, devrais-je dire, proclamée dans des milliers d'articles ! Prônée, vantée d'un bout de la France à l'autre depuis vingt ans, agitée sous le nez des opportunistes comme une écharpe rouge sous le nez d'un taureau, célébrée comme un remède à l'oppression, une condition de dignité individuelle et de développement républicain. La veille encore de son entrée au ministère, Clemenceau déposait au Sénat une proposition de loi sur les garanties nécessaires de la liberté individuelle ! Ainsi, d'un bout à l'autre de sa vie, à ses débuts comme au terme de sa carrière, l'homme qui accède au ministère s'est solennellement engagé ! Je parle de sa carrière ? Quelle en fut l'apogée, et l'époque brillante ? N'est-ce pas cette affaire Dreyfus qui le posa en champion du droit contre les conseils de guerre ? Il est donc certain, n'est-il pas vrai, que son premier acte, sa première volonté vont briser les conseils de guerre ?

Les Conseils de guerre

En effet, il inscrit les conseils de guerre en première ligne dans son programme ministériel. Pour doubler sa force, il a, d'ailleurs, à ses côtés, Picquart; Picquart appelé au pouvoir dans ce but spécial; Picquart, la victime des conseils de guerre; Picquart, doux, mais inébranlable. Tremblez, scandaleux conseils ! Tyrans, descendez au cercueil ! La République nous appelle... Un instant ! écoutez-donc ? Non, elle ne nous appelle plus contre les conseils de guerre !

Ou du moins, son appel s'affaiblit, se perd dans le lointain. Je n'entends plus que le silence ! Respectons-le ! Sans doute Clemenceau se recueille, il confère avec Picquart, il médite dans le calme du cabinet ? — Nous laissâmes passer les mois ! De temps en temps, timidement, nous lui demandions : « Est-ce pour bientôt ? » Il fronçait le sourcil et coupait, tranchant : « Laissez ! je prépare le projet ! » Hélas ! il arriva, l'enfant ! On nous l'offrit, un beau matin ! Ah bon Dieu ! cri général d'horreur ! Quel fœtus ! quel salmigondis ! Quel horrible mélange de képis et de robes noires battus ensemble dans la fange ! On nous renvoya cet appétissant projet à la Commission des réformes judiciaires. Nous demandâmes renfort à la Commission de l'armée. Clemenceau vint, certain soir, s'expliquer avec Picquart. Chéron, suspect de fantaisies libérales, restait déposé à la porte, en sentinelle. Mon premier mot fut pour demander à Clemenceau s'il avait oublié le Clemenceau de l'*Aurore* et l'abolition des Conseils de guerre. Il répondit : « Je suis au pouvoir, ah ! j'ai passé bien des nuits à m'interroger. J'avais, oui, je l'avouerai, j'avais des remords ! » Tenez, permettez-moi une parenthèse ! Sortons de la salle une minute, comme Chéron ! « *Je suis au pouvoir* » ! C'est la *tarte à la crême,* le refrain, le *leit motiv.* Avec ce mot-là, prononcé d'un air grave et recueilli, les hommes d'Etat s'expliquent à eux-mêmes et aux autres les démentis qu'ils infligent, tous les jours de leur pouvoir, à tous les jours de leur passé. Vous me direz qu'ils mentent et vous hausserez les épaules, mais cette explication est trop simple. Qui les a entendus, qui a observé avec soin la Chambre en train de les écouter, demeurera persuadé que pour eux et leur auditoire, il y a là autre chose qu'une grossière parade, un pur artifice, une défaite. Ils prennent vraiment cela pour une raison. Ils tiennent pour évident qu'on professe, par inexpérience et mal renseigné, certaines idées dans l'opposition, que dissipent l'expérience et la responsabilité du pouvoir. C'est une opinion. Je ne parviens pas à la partager, car, enfin, vous êtes arrivé au pouvoir justement parce que vous défendiez ces idées-là ! Vous avez fait preuve de

valeur et de talent en les défendant, et cela vous a tiré de pair, mais votre talent et votre valeur se lient, n'est-ce pas, à la valeur de vos idées ? Si donc elles sont fausses, si une fois arrivé là-haut, vous les jugez, de ce lieu élevé, décevantes, composées de vapeurs et d'illusions, mais alors, redescendez, quittez la place ! D'autres que vous les jugeaient fausses quand vous les teniez pour vraies. Ils étaient au pouvoir, vous les combattiez. Vous avouez aujourd'hui qu'ils avaient raison contre vous. Restituez-leur donc l'emploi, car ils l'occupaient au nom de leurs idées, vous les délogez au nom des vôtres, si vous abandonnez les vôtres pour prendre les leurs, ce n'est pas la peine de les remplacer.

Rentrons à la Commission. « Je suis au pouvoir ! » dit Clemenceau, « j'ai des responsabilités ! les responsabilités de la discipline ! J'en ai parlé longuement avec M. Picquart qui m'écoute. » Sourire d'assentiment du blond mélancolique. « Oui ! passé bien des mauvaises nuits ! Enfin, j'ai trouvé ! J'ai trouvé la formule ! Je me suis dit : les juges de l'obéissance ne peuvent être les mêmes que les juges de la liberté ! »

Enlevez ! c'est pesé ! Les conseils de guerre ne mourront pas ! La Commission pataugera six mois, la Chambre pataugera six semaines, la majorité essaiera, vainement prise de honte, de se raccrocher aux branches. Sauvons au moins cela, dans le naufrage, au moins l'abolition des conseils de guerre ! Elle cherche des textes, alors qu'il n'y aurait qu'un moyen d'en sortir : balayer d'un geste le cabinet menteur qui veut garder les conseils de guerre. Faute de ce geste, ministère et majorité, de concert, laissent survivre la justice militaire. Ce clair et précis résultat de six années de luttes est perdu. Les conseils de guerre fonctionnent aujourd'hui de plus belle, et, derrière eux, leur nécessaire complément, leur suite fatale, les bagnes d'Afrique. Sauvés par le cabinet Clemenceau, respectés par le cabinet Briand, les bagnes militaires nous jettent, sans s'interrompre, de nouveaux noms, des victimes fraîches : Aernoult, Roussel, Amirault.

Ne craignez jamais d'insister sur cet exemple-là. Il est typique. On ne vous dira pas qu'il n'y avait pas d'engagement ! Il y avait engagement général, le plus sacré de tous, celui qui résulte de toute une vie d'homme et de l'ardente campagne de tout un parti. Il y avait engagement spécial et promesse précisée dans un programme très limité, volontairement restreint, en gage d'efficacité. Vous voyez ce qu'il en advint, et dans cet échantillon, vous possédez en raccourci la courbe et le dessin de tous les échecs, de tous les avortements. On avait tout pour réussir, semblait-il, on avait l'élan acquis, les forces encore vibrantes d'un furieux assaut, l'ennemi à terre, incapable de résistance, tout le monde s'attendait à l'inévitable, on avait tout pour réussir : pourquoi donc a-t-on échoué ? Il faut une raison ! il y a une raison ! Nous la trouverons.

La justice militaire garde donc ses abus.

Et la justice civile ?

Nous parlions tout à l'heure de la liberté individuelle du simple pékin. A-t-elle eu meilleure aventure que la défense du soldat ?

Liberté individuelle

Ah ! là, on ne scandalisait personne ! Si les culottes de peau, les plumes d'autruche et les grosses épaulettes ont leurs admirateurs, les robes noires et rouges de la justice ordinaire n'ont pas de chauvins ! Ici tout le monde est d'accord ! Tapez dessus, on criera *bravo* et *bis !* Or, nous avons vu la législature s'ouvrir avec Clemenceau ministre, Clemenceau de la libre Angleterre, Clemenceau et sa proposition de loi au Sénat : la législature est finie et la liberté individuelle n'est pas mieux garantie qu'avant. Le juge et le commissaire disposent aussi capricieusement de vous et de votre voisin. Vous me direz qu'on ne peut pas tout faire à la fois. C'est parfaitement exact et nous avons employé tant de temps à ne pas réformer la justice militaire qu'il ne pouvait pas nous en rester beaucoup pour améliorer les tribunaux de droit commun !

Mais, en attendant les lois, il y a les actes. Les actes sont même la meilleure façon de préparer les lois. Nos gouvernants, Clemenceau et Briand, vont sans nul doute, dans leur action ministérielle, respecter scrupuleusement la liberté individuelle ?

Tiens, il y a de l'écho par ici ! L'écho répond : « Bois de Boulogne », arrestation de deux pauvres dames, sur mandats en blanc, pour outrages aux mœurs, huit jours au secret, sans qu'on prenne la peine de vérifier leur domicile, qu'elles indiquaient, de prévenir leurs familles qu'elles nommaient en suppliant !

Dans la proposition de loi Clemenceau, je cueille, pour la leur offrir comme une fleur de cimetière, la délicieuse phrase que voici, dans la corbeille de l'art. 7 : « *En aucun cas,* les déclarations et les dépositions recueillies par les officiers de police judiciaire ou administrative ne pourront, à peine de nullité, figurer au dossier.... il n'en sera pas donné communication au juge d'instruction. »

Dans l'affaire du Bois de Boulogne, trois semaines après, les malheureuses étaient encore détenues, uniquement sur les dépositions d'agents des mœurs auxquels le juge d'instruction ne voulait pas donner tort.

D'ailleurs, vous n'avez pas oublié le tableau célèbre ? Clemenceau, le vengeur de la liberté, dans la cour de la Préfecture de police, haranguant ses troupes, tel Napoléon, car il était de la Revue, et criant : « Je suis le premier des flics ! »

Jugez, par le traitement qu'on infligeait à des femmes qui n'avaient rien fait, de celui dont on régalait les hommes qui avaient fait de la peine au gouvernement. Une fleur encore ! Le 30 avril 1907, deux citoyens, pardon, en justice, on dit deux sieurs, les sieurs Griffuelhes et Lévy furent arrêtés. Pourquoi ? Aucune raison, mais un grave prétexte. L'inculpation qui pesait sur eux était redoutable : provocation au pillage. On les coffre, on les garde à l'ombre, et... huit jours après on les relâche, sans les avoir interrogés, sans qu'ils aient aperçu le bout du nez d'un juge d'instruction, et sans, vous vous en doutiez, leur adresser

l'ombre d'une excuse. Clemenceau était l'homme de la liberté individuelle. Juge un peu, mon bon, s'il avait été l'homme de l'arbitraire ! Encore une fois pourquoi, pour quelle raison cet avortement ?

Liberté de réunion et de manifestation

Il y a des échos qui rendent un son plus sinistre et plus douloureux encore ! On les éveille quand on parle de la liberté de réunion sous les gouvernants de la dernière législature. La liberté de réunion ? C'est la salle Ranque ! Réunion privée, où des grévistes sont assemblés chez eux ! Les gendarmes les y assaillent, les coups de feu partent, il y a des morts. Les noms de Lefol et de Géobelina restent cruellement gravés dans la mémoire de la classe ouvrière.

Liberté de manifestation ? Cela fait mal d'en parler. Ah oui ! la rue comme à Londres, comme à Bruxelles, comme dans les monarchies d'à côté ! C'était le mirage. La réalité, c'est Draveil occupé militairement, Villeneuve-Saint-Georges empli de cavaliers, le long cortège pacifique, la démonstration ouvrière, commémorant les attentats de la salle Ranque, et tout à coup, quand tout est fini, quand les manifestants regagnent Villeneuve-Saint-Georges, allant vers la gare, vers le retour à Paris, c'est la charge furibonde, le guet-apens dans les rues de Villeneuve, la chasse à l'homme, le charbonnier Louvet tué à coup de sabre dans la cave où il cherche un refuge, le typographe Marchand tué d'une balle, Leblond et Aligon blessés à mort, expirant quelques jours après, des centaines de blessés...

De l'aveu du capitaine de gendarmerie, il aurait suffi de laisser les manifestants tranquilles pour qu'il n'arrivât rien !

La Chambre avait approuvé la salle Ranque, elle approuve Villeneuve-Saint-Georges. Elle approuve tout, à tour de bras !

Du sang encore, dans le Midi ! De ce côté, dans ce pays

riche en ministres, il semblait qu'on allât enfin respecter la liberté de manifestation. Respect ? Il s'agissait bien de cela ! On les facilitait, les manifestations des viticulteurs, on les encourageait ; les organes officiels les annonçaient ; les préfets les recevaient ; il y avait des arcs-de-triomphe et des trains spéciaux ! Tout cela finit dans le sang à Narbonne, et à Béziers, dans la honte d'une fortaiture envers le 17e de ligne, dupé par les promesses et le « faux heureux » d'un sous-préfet.

A Gafsa, le 17e de ligne ! On va vous châtier, mutins ! On vous saluait très bas pendant qu'on vous craignait ! On vous prodiguait les propos mielleux. Vous avez eu confiance ! A Gafsa ! La Chambre approuve Clemenceau.

Après la chute de Clemenceau, on a pu croire un instant que les rues allaient devenir aussi libres que les rues belges ou anglaises. Illusion d'une heure ! Au lendemain de l'assassinat de Ferrer à Barcelone, par la réaction cléricale, des manifestations avaient éclaté sous les fenêtres de l'ambassade d'Espagne. La police avait chargé, cogné, dispersé, bousculé, sabré comme de coutume. Mais le dimanche suivant, un cortège de cent mille hommes défile par les rues de Paris en rangs compacts, par un itinéraire arrêté d'avance, sans collision avec la police .Cri général de surprise. Enfin ! pas possible ! Comment ! la France reviendrait au bon sens, les gouvernants renonceraient à brimer bêtement les citoyens, ils auraient confiance dans le sang-froid et la raison des foules ? Quelle invraisemblance. En effet, ce n'était qu'une erreur. On le vit bien quelques semaines après, quand les employés des chemins de fer voulurent manifester par le plus pacifique des cortèges ! Ils furent embouteillés dans la Bourse du Travail selon les plus sûres tactiques de la police, et filtrés par petits paquets, un à un, au compte-gouttes. Dimanche 20 mars dernier, les cheminots voulurent encore promener dans les Champs-Elysées leurs bannières réclamant cent sous. L'endroit était admirablement choisi, car il a le double avantage d'exhiber aux quartiers riches les sommations populaires et de ne pas donner prise au prétexte d'encombrement. On y défile

sans gêner personne et en avertissant tout le monde. C'est la plus pure tradition de la libre Angleterre, où les manifestations des sans-travail partent de la colonne de Trafalgar et circulent par les larges voies. Rien n'y a fait. La police a chargé, et le lendemain, Briand, recevant comme président du Conseil les délégués du Syndicat national des chemins de fer leur déclarait officiellement que cette manifestanion ayant un caractère de défi et de provocation, il était résolu à ne jamais en tolérer de telles, et à maintenir d'ordre dans la rue !

Plus ça change, plus c'est la même chose !

Liberté de la presse et d'opinion

Au moins, tous ces journalistes installés place Beauveau, il y a un point sur lequel ils ne pourront pas nous tromper, n'est-ce pas ? C'est la liberté de la presse ! Leur passé le leur défend ? On aurait souri, allons, tant la chose va de soi ! Des procès de presse ordonnés par Clemenceau ? Vous plaisantez ! Vous nous la baillez belle ! Clemenceau ? Mais il a passé sa vie à blaguer tous le monde ! C'est sa spécialité, l'insolence ! la blague froide et coupante ! le pied de nez à l'ordre établi ! Il ferait donc chercher et détruire tous les exemplaires du *Bloc* et de *l'Aurore* ? Clemenceau traquant les écrivains ? Un vieux singe proscrivant les grimaces !

Eh bien ! mes enfants, nous avons vu cela ! Nous avons vu cela une fois, deux fois, dix fois, savez-vous combien de fois ? Non, vous ne savez pas, vous n'en ferez jamais le compte. Morizet a essayé, dans un petit pamphlet dont j'ai fait la préface. Je m'y suis reporté à notre pamphlet, dans le louable dessein d'y piller tout ce que je pourrais, sans remords. Mais Clemenceau s'est permis de survivre au pamphlet de Morizet et à ma préface qui l'auraient dû faire mourir de honte, et il a continué le cours de ses exploits. Il en a remis, il en a ajouté. Je pique parmi les condamnations relevées par Morizet, SEIZE procès pour délits de presse, et il y en a d'autres ! Vous vous rap-

pelez Victor Méric et le dessinateur Delanoy ? deux ans de prison ! Almereyda et Merle, pour des articles sur le mouvement du Midi, deux ans de prison chacun ! Hervé, outrages à l'armée pour la glorieuse entreprise marocaine, un an !

Quand Briand est venu, il a commencé par ouvrir les portes de la Santé. J'ai si peu le goût du dénigrement systématique que j'ai crié : bravo ! J'espérais que les bêtises étaient finies, ou du moins cette catégorie spéciale de bêtises ! Patatras ! Briand a trouvé une poursuite commencée sous Clemenceau, contre Vignaud, gérant de la *Voix du Peuple,* pour un article jadis reproduit par Jean Bertrand, dans le *Petit Sou.* Un article republié ! Vignaud a été poursuivi pour cet article copié, dont l'original n'avait pas ému le Parquet, et il est à l'heure présente à la Santé !

Au début de l'année (et cette fois il ne s'agit plus d'un procès ordonné sous Clemenceau par Briand, ministre de la Justice, mais d'un procès décidé sous le ministère Briand), Hervé a été traduit devant le jury pour un article où il opposait les violences de Liabeuf aux violences de la police. Hervé a été condamné. La prison l'attend. Quand vous lirez ces quelques pages, il sera peut-être à la Santé. Or, méditez ce point et insistez-y : on a trouvé des jurés pour le condamner, mais on ne pourra pas trouver un seul homme de bonne foi pour soutenir devant n'importe quel auditoire consciencieux, après lecture de l'article, que cet article était condamnable : quatre ans de prison !

La liberté d'opinion a-t-elle été mieux traitée que la liberté de la presse ? J'entends la liberté des opinions qui ne s'impriment pas, la liberté des discours, après celle des écrits ! Elle est aussi sacrée, vous savez, et, même, elle est à la portée de tout le monde, car qui donc peut jurer que demain il ne sera pas tenté de prendre la parole dans quelque réunion ? Notre statisticien Morizet a relevé quelques cas instructifs. Voici d'abord Bousquet et Lévy traduits devant la Cour d'assises de la Seine pour des discours aux employés. Bousquet s'était emporté jusqu'à leur citer du Jean-Jacques Rousseau. Il n'admettait pas qu'on

pût le condamner, ce brave Bousquet. « Mais puisqu'on vous dit que c'est du Jean-Jacques Rousseau, bon dieu de bon sang ! » Deux ans de prison ! Marck et Yvetot, à Nantes : j'ai suivi le procès, cela suait l'infamie, cela puait le mensonge, tout ce qu'il y avait de propre dans la bourgeoisie même de la ville croyait à l'acquittement : deux ans et quatre ans de prison... je m'arrête, il y en a comme cela toute une colonne !

Les voilà, la liberté individuelle, la liberté d'opinion, la liberté de la presse, la liberté de réunion et de manifestation, depuis quatre ans, sous des ministères de gauche, avec une majorité de gauche !

Pourquoi ?

La Cause

Je vous rappelle que ce que nous attendions d'eux n'était pas de faire notre besogne, mais leur besogne ! C'était d'appliquer, non pas notre programme, mais leur programme.

Pourquoi y ont-ils échoué ?

Ce n'est pas par hasard, ni parce que la majorité était résolue à ne rien faire, Le hasard, la maladresse expliquent un échec, deux échecs, mais pas l'échec perpétuel et continu. La majorité, surprise de son triomphe inespéré de 1906, car elle redoutait de mauvaises élections et elles avaient été pour elle triomphales, la majorité flattée de la confiance populaire ne demandait en apparence qu'à marcher. Pourquoi cet arrêt, ce piétinement sur place, ce gâchis et ce gaspillage de forces très réelles ? Sans doute, Clemenceau avait un génie destructif et déconcertant. Il installait au Parlement une exposition des Arts Incohérents. Mais cela ne suffit pas. Il faut autre chose.

Il y a autre chose, en effet ! Il y a ceci, qu'il est impossible d'accomplir les réformes même les plus modestes d'apparence, si l'on s'est posé, d'autre part, en ennemi du peuple et en dompteur de la classe ouvrière. Clemenceau ne se doutait pas de cela. La majorité non plus. L'expérience le leur a démontré. Clemenceau et sa majorité trou-

vaient que le socialisme grandissait trop, qu'il devenait encombrant, envahissant et dangereux. Ils étaient donc secrètement décidés, Sarrien, d'abord, Clemenceau ensuite, caressant ainsi l'intime désir d'une forte fraction de leur majorité, à l'humilier, à le réduire, et au besoin, à l'écraser. Clemenceau s'était même figuré d'abord, avec cette ineptie professionnelle des gens d'esprit très finement soulignée par Beaumarchais, qu'il pouvait effaroucher le socialisme avec des traits piquants, des mots à l'emporte-pièce, des pirouettes et des ricanements. Il s'aperçut vite qu'il arrivait à moissonner des lauriers parlementaires et à collectionner les ovations des grandes séances, sans que la classe ouvrière s'en portât plus mal. Dépité, il crâna, fit le dompteur, menaça Dès lors, il était engagé d'orgueil. Une résistance, des troupes, un conflit sanglant, le sort en est jeté ! Il aperçoit désormais, au lieu de l'évolution, du progrès social, qu'il avait tant fêtés, il aperçoit une barricade ! « Je suis d'un côté de la barricade, dit-il aux travailleurs, vous êtes de l'autre ! » C'est fini ! c'est la guerre !

A partir de ce moment-là, tout s'arrête ! Il y a quelque chose de détraqué dans la République ! Le mouvement ne va plus. Le grand ressort est cassé.

Oh ! ni le gouvernement, ni la majorité ne se l'avouent d'abord. Au contraire ! ils entendent bien compenser leur politique de compression sociale par une prodigalité de réformes politiques. On mènera les deux de front. On dira au pays : « Voyez ! nous sommes le gouvernement fort et libéral à la fois ! D'une main nous écrasons la C. G. T., l'émeute et le désordre ! De l'autre, nous semons la bonne graine, les réformes, la liberté ! » Tactique très adroite, très habile. Ils sont malins comme tout, ces bonshommes-là !

Oui, c'est très malin, mais le malheur est que c'est impossible. Le grand ressort, vous dis-je, est cassé. Les réformes ne sont pas si aisées à faire au bon pays de France, qu'on puisse se passer d'élan. Il faut de l'élan, il faut être poussé par derrière, être porté en avant par un peuple confiant et joyeusement enthousiaste, qui s'avance à vos côtés, en chantant. Alors, les ennemis des réformes voient

tout ce peuple, et ils reculent. Si le peuple s'est détourné de vous, si vous vous êtes aliéné son cœur, il vous abandonne, et vous restez seul. Les ennemis de la réforme n'ont plus peur et vous dédaignent. Vos amis, eux-mêmes, votre majorité, n'y croient plus. Ils sentent que rien ne va plus. Malaise général, flottement, dégoût, incertitude ! Et quand elle vient en discussion, votre réforme, personne au dehors ne palpite d'espoir, et personne au dedans ne s'y intéresse. La discussion n'a plus cet allure ferme et qui va droit au but, cette tenue que seule prête aux débats parlementaire l'attente passionnée de tout un peuple. La discussion se traîne, sans direction, sans boussole, elle dévie, tourne sur elle-même et tombe à terre. Tout s'arrête.

Ainsi, pour accomplir la moindre réforme, il faut être du côté du peuple. Or, la question sociale est aujourd'hui posée par les faits tous les jours. Il n'est donc pas possible de l'éluder. Il faut opter. Les gouvernants, dans ces cas-là, s'obstinent jusqu'ici à opter contre le peuple. Voilà le secret de l'impuissance des partis bourgeois. Ils sont impuissants pour le bien, et ne peuvent mener seuls à bout une seule réforme. S'ils veulent à toute force agir, il ne leur reste qu'une seule ressource : incapables d'accomplir le bien, ils peuvent faire du mal. La ressource qui leur reste est donc d'être malfaisants.

C'est le résumé de la législature qui vient de finir.

Gardez-vous de croire à la méchanceté individuelle, ni à la perversité raffinée des membres de la majorité, ni à la haine délibérée contre la classe ouvrière ! Ce serait enfantin. Le fait est, tout au contraire, que beaucoup d'entre eux revenaient à la Chambre animés d'excellentes intentions. Voilà justement le phénomène frappant. Qu'y aurait-il d'étrange à ce que des gens haineux et malfaisants par nature eussent réussi à traduire en actes leurs sentiments ? L'étonnant, le paradoxal, et par conséquent, l'instructif n'est-il pas que les velléités réformatrices, les meilleures intentions du monde aient échoué si totalement. Rien n'est plus propre à enseigner à tous ce que nous disions il n'y a qu'un instant : pour culbuter les abus, pour en détruire le moindre,

il faut être animé, soulevé par un mouvement général. Tout progrès, le plus minime, est un moment dans une marche en avant, le prolétariat en tête. On ne saurait être à la fois *réactionnaire social* et *réformateur politique*. Tel est le secret que, d'avance, avait entrevu, devinez qui ? Clemenceau lui-même, quand il dénonçait dans la *Mêlée sociale*, non pas la faillite, le mot lui paraissait trop doux, mais « la grande banqueroute de la bourgeoisie républicaine ».

Faillite ? Banqueroute ? Oh, pour ma part, je ne tiens pas du tout à ces mots-là, que, vous le voyez, nous n'avons pas inventés et que nous sommes tout disposés à laisser pour compte à Clemenceau, à condition qu'on veuille bien nous expliquer ce vaste et universel échouement.

La Réaction sociale

Il faut opter, disions-nous. Pendant quelque temps, les gouvernants de la République ont pu se contenter de vagues tendances, d'orientations confuses, changeantes et mal définies.

On était, sans précision « favorable aux revendications populaires » sans méconnaître « les grands intérêts financiers », ni mécontenter les hautes classes.

Aujourd'hui, c'est fini !

Les conflits sont trop aigus, et trop fréquents. Les problèmes sont devenus trop urgents. Il faut choisir. On ne peut plus servir deux maîtres ! Il faut marcher derrière les puissances d'argent ou se mettre du côté des ouvriers. Entre la Haute Banque, la Finance, le Grand Patronat, le Capital, d'une part, et le Travail de l'autre il faut prendre parti !

Il n'y a qu'une façon de prendre parti pour le travail, c'est d'adopter pour but final son émancipation économique, c'est de préparer la transformation de la société capitaliste en société collectiviste. Donc, quiconque ne s'inspire pas de ces vérités se trouve aujourd'hui rejeté invinciblement, par la force des choses, vers la réaction so-

ciale. Il se livre aux puissances d'argent. Il est acculé à la lutte contre le monde ouvrier, à la répression.

Ce que furent cette répression, cette réaction sociale, depuis quatre ans, une affiche de la Confédération générale du Travail le rappelait récemment.

Grèves sanglantes, comme à Raon-l'Etape ; persécutions contre les syndiqués, procès par centaines, emprisonnements, arrestations, amendes; révocations de fonctionnaires syndicalistes ; refus d'amnisties ; réintégrations au compte-gouttes; sabotage des lois sociales comme celles du Repos hebdomadaire et des Accidents du Travail.

Cette triste histoire est dans toutes vos mémoires ! De là l'avortement !

Ce complet avortement, on le niera cela va de soi. Il y a un moyen très simple qui consiste, quand nous désignons une réforme avortée, à nous parler d'une autre, de deux, de trois ! La liberté individuelle ? La liberté d'opinion ? Eh oui ! de fâcheuses nécessités pesaient sur nous ! Mais oubliez-vous l'impôt sur le revenu ? le rachat de l'Ouest ? les retraites ouvrières ?

N'hésitez pas ! Suivez chaque fois, exigez qu'on précise !

La Réforme fiscale

L'impôt sur le revenu ? Où est-il maintenant ? Il dort au Sénat, la discussion n'en a pas même commencé, et déjà le caractère en est absolument défiguré. Oui ! défiguré, car il était convenu entre tous les partisans de l'impôt sur le revenu qu'il serait un *impôt de remplacement* et non pas un nouveau moyen d'arracher aux contribuables des taxes supplémentaires. Or, n'est-il pas évident pour tout individu de bonne foi que l'impôt sur le revenu, s'il entre jamais en application, apparaîtra à la nation comme plus lourd que les anciens parce qu'il devra non seulement remplacer les anciens impôts et produire la même somme, mais, *en outre, cracher les centaines de millions* nécessaires pour assurer l'équilibre du budget ?

Dans la discussion générale du budget, nous avons averti

le ministre des Finances que, malgré ses affirmations, malgré sa virulente critique des obligations sexennaires, il serait acculé en fin de compte à équilibrer son budget par l'emprunt, c'est-à-dire à ne pas l'équilibrer du tout.

Notre prévision s'est réalisée à la lettre et la loi de finances constate le déficit et le comble par l'emprunt.

Et demain ?

Demain, le ministre des Finances nous l'a dit carrément, avec une loyauté que les socialistes ont saluée et applaudie, demain la Chambre nouvelle aura à voter comme entrée de jeu au moins *trois cents millions* de plus ! trois cents millions d'impôts nouveaux à créer !

C'est très bien de l'avoir dit tout haut à la tribune de la Chambre, mais demandez, je vous prie, camarades, à tous les candidats, pourquoi on n'a pas inscrit ces taxes nouvelles au budget de cette année. Pourquoi ? N'est-il pas évident que c'est dans le dessein de cacher au pays la situation financière ? On compte, non sans motif, hélas ! sur l'inattention et la nonchalance d'un trop grand nombre d'électeurs, et on se réserve de leur présenter, au lendemain des élections, une carte à payer qu'ils n'auront pas prévue. Ils crieront alors, mais trop tard.

La vérité, tous les gens sérieux le reconnaissent ! la vérité, c'est qu'il est extravagant, impossible à la France, aussi bien qu'aux peuples voisins, de mener de front la politique de progrès social et la politique de barbarie internationale. Le progrès social et républicain exige des dépenses croissantes pour l'enseignement, pour l'hygiène, pour l'assistance et l'assurance. D'autre part, le régime de barbarie internationale qui fait peser sur le monde une perpétuelle menace de guerre, oblige les nations à des armements fous, à des gaspillages insensés qui croissent si rapidement que j'ai tort d'admettre qu'en renonçant à tout progrès social on en pourrait porter la charge ! Non ! même au prix de ce crime, même au prix de ce suicide, on ne pourrait supporter le fardeau chaque jour plus écrasant. Les dépenses pour tuer augmentent si vite qu'elles nous mangeraient, même si nous pouvions renoncer

aux dépenses qui permettent de vivre. Quand on s'arrête une seule année, quand saisi d'effroi, un gouvernement cesse une seule année de jeter dans la gueule du monstre sa ration formidable, il faut lui jeter l'année suivante ration triple, ration décuple. On crie : « L'Allemagne vous dépasse ! Vous n'existez plus ! Elle a cinquante cuirassés ! elle en aura cent ! vous n'en aurez plus ! De l'argent ! vite, de l'argent ! toujours plus d'argent ! le Creusot attend ! la Métallurgie attend ! »

Avez-vous entendu Cochery ? Il a jeté le chiffre terrifiant, le chiffre invraisemblable, toqué, démentiel, de nos dépenses guerrières depuis 1870, à nous Français... Ah ! si c'était un socialiste qui l'eut lancé, quelle huée ! C'est le ministre des Finances qui l'a officiellement flanqué par la figure à tout le monde, comme une gifle, comme un soufflet à nous tous qui nous prenons, tas de sauvages, pour des civilisés ! Cinquante milliards ! *Cinquante milliards !*

Songez à ce qu'on aurait pu faire de cette immense richesse produite par le travail, et maintenant dissipée ! Avec cinquante milliards, il y avait de quoi faire les frais de la plus profonde des transformations sociales !

En attendant, on est au pied du mur, et il faut que tous les électeurs sachent que, sitôt les élections finies... ci 300 millions !... en attendant la suite !

Et rien de fait pour parer aux gaspillages, organiser le contrôle financier, mettre nos ministères sur un pied de production industrielle.

Est-ce une réussite ou un avortement ?

Les Fonctionnaires

C'est que tout se lie, et pour organiser nos administrations industriellement, il n'y a qu'un moyen qui est de substituer à la bureaucratie monarchique un type de production moderne, basé sur la collaboration des fonctionnaires, une gestion coopérative des industries nationales.

Mais il y a une condition ! Au lieu de redouter le groupe-

ment des fonctionnaires, les associations, les syndicats il fallait les encourager, s'appuyer sur eux, les associer, à mesure que croissaient leurs forces, à l'œuvre administrative. Ah ouiche ! consultez là-dessus les instituteurs et les postiers !

Beaucoup de politiciens, je ne vous surprendrai pas en vous disant que ce n'était pas la crème du Parlement, avaient, dès le début, regardé de côté, de mauvais œil, ces groupements qui émettaient la prétention d'endiguer le favoritisme et d'empêcher le Piston. Quand les instituteurs, puis les postiers se mirent à regarder vers le prolétariat, à se rapprocher de la Confédération générale du Travail, ce fut bien pis ! Les gouvernants furent inquiets, et je suis persuadé que leur inquiétude fut en partie sincère. Je me rappelle, à propos d'une amnistie où nous avions essayé d'introduire les fonctionnaires frappés pour cause syndicale, je me rappelle les propos de Clemenceau devant la Commission de réformes judiciaires : « Prenez garde, messieurs ! c'est très grave ! Les fonctionnaires ? Ils nous mangeront ! J'ai vu ceux de mon ministère, je leur ai dit : Vous voulez me dominer ! Ces gens-là veulent nous dominer ! » Evidemment la République était perdue !

C'est pour la sauver, sans nul doute, que ce tape-dur frappa les signataires de la « Lettre à Clemenceau » ! Elle était écrite, cette lettre, en style libre et franc, certes, mais pleine de mesure et de dignité. Les phrases les plus scabreuses témoignaient encore d'une certaine déférence pour Clemenceau, puisqu'elles étaient empruntées à son meilleur répertoire !

Les signataires de la lettre furent frappés aux applaudissements de la Chambre. Les instituteurs, ces instituteurs qu'on voudrait étouffer sous des fleurs, ont vu leurs syndicats et leurs militants traqués, poursuivis, et la Chambre qui feint de les défendre contre les évêques, les a livrés aux ministres. La peur des syndicats ! Louis XIV disait : « Je ne veux pas de pelotons dans l'Etat ! »

Quand les postiers, acculés à la révolte, provoqués longuement, déclarèrent la grève, le gouvernement, la majorité,

tous les partis bourgeois furent d'accord pour les condamner, pour défendre contre eux l'autorité fantômale, épileptique et délirante de Simyan. Le Conseil de discipline avait frappé, en violation des règlements, sur des rapports de mouchards, sur des résumés de police ! Tout plaidait en faveur des militants frappés et des revendications professionnelles. Il s'agissait, au vu et au su de tout le Parlement, de défendre à la fois l'intérêt du personnel et celui du public, de ramener l'Administration des Postes au respect de ses employés et au souci d'une bonne gestion. Le devoir du gouvernement, le devoir de la majorité, le devoir de tous les partis était clair et nettement tracé ! Le gouvernement, la majorité se prononcèrent contre les postiers.

Dans beaucoup d'endroits, on essaie d'embrouiller l'esprit du public en lui faisant accroire que les fonctionnaires de l'Etat sont des privilégiés avides, en excitant contre eux la jalousie des paysans. Nos camarades déjoueront partout cette ruse. Ils montreront au public que la question se pose non pas entre les fonctionnaires et le paysan (quel triste privilégié pourtant que le facteur rural !) mais entre deux systèmes : un système bureaucratique, routinier, arriéré, insoucieux de l'intérêt public, et le système industriel avec sa compétence professionnelle, sa souplesse et son efficacité. Ainsi l'intérêt du public, loin d'être opposé à l'intérêt du fonctionnaire, y est lié.

Il n'y a pas de problème plus pressant pour la République. Les monopoles d'Etat, les régies doivent être réorganisées de fond en comble et conçues sur un plan neuf, sur le plan de la collaboration des employés à la gestion. C'est ce problème qui communiquait un intérêt si vif à l'expérience du rachat de l'Ouest.

Le Rachat de l'Ouest

A quoi bon reprendre à la Compagnie de l'Ouest ce réseau périclitant, sinon pour expérimenter sur un champ assez vaste cette organisation nouvelle? Le chemin de fer de l'Etat, dans ses limites étroites, avait établi péremptoirement que l'Etat est aussi capable que les Compagnies de gérer selon le mode patronal. Mais puisqu'on pouvait mettre la main sur l'Ouest et accroître ainsi le réseau de l'Etat, il fallait saisir l'occasion de montrer que la gestion de l'Etat, plus souple, peut s'écarter du type patronal, et que l'Etat-patron peut s'effacer et installer progressivement en son lieu et place la délégation ouvrière.

L'idée était belle ! Vous savez comment elle fut réalisée ? Les discours de Jaurès et de Groussier ont détaillé dans une séance fameuse les tares de cette scandaleuse opération. Vous vous souviendrez qu'aux actionnaires, elle accorda des avantages tels que, d'un bond, leurs titres haussèrent de cent francs ! Pendant ce temps, Millerand refusait de leur retenir les sommes dues à l'Etat, comme nous le demandions. On recula d'horreur devant cette proposition des socialistes, et pourtant, permettez-moi de répéter ici ce que j'ai demandé dans l'*Humanité* : croyez-vous que Millerand rembourserait cent francs à un monsieur qui lui en devrait vingt sans lui retenir ses vingt francs ?

Retraites ouvrières

Là-dessus, les développements sont superflus, les débats du Congrès de Nîmes ont édifié tout le monde. Le Parti a décidé de voter la loi,, mais il n'a jamais entendu masquer ni absoudre ses imperfections : le faible taux de la retraite, l'âge ridiculement élevé du bénéficiaire. Nos amis ont marqué devant la Chambre toutes les lacunes qui défigurent la réforme. Nous ne voulons pas que cette petite brochure, où la place nous est si mesurée, répète ce que l'on peut

trouver dans les autres brochures du Parti. Demandez le compte rendu du Congrès de Nîmes ! Tous les détails !

Pourtant, une réflexion s'impose. La majorité nous dira : « Je n'ai pas pu faire mieux ! » Nous répondons : « Pardon ! Pourquoi avez-vous aliéné les richesses publiques qui étaient les ressources naturelles de cette caisse ? Carlier vous a proposé la houille blanche, cette multitude de torrents et de sources que vous laissez capter et qui recèlent une intarissable énergie. Quant à la houille noire, qu'avez-vous fait pour le régime des Mines ?

Les Mines

La Commission des Mines avait déposé un rapport concluant à la Nationalisation. En attendant la discussion du rapport, il allait de soi que le gouvernement ne concéderait plus de mines. Pourtant, l'Ouenza fit bien voir que les avaleurs attendaient, les dents longues ! L'Ouenza ! il y avait dans cette affaire toutes les raisons de se défier, je ne dis pas pour les socialistes seuls, mais pour tout le monde. Hé quoi ? vous avez ordonné sous le cabinet Clemenceau plus de cinquante poursuites contre les antimilitaristes et votre amour de la patrie, si prompt à s'alarmer, consent à livrer à Krupp ou à ses prête-nom le minerai nécessaire à la fabrication des parfaits obus ? Ce minerai allait, de votre aveu, leur manquer, et vous le leur offrez ? Pour ce beau résultat, vous lâchez, contre une redevance de six cent mille francs par an, une richesse nationale qui vous permettrait de dominer le marché des métaux et qui va livrer aux heureux bénéficiaires des centaines de millions ?

En France même, les concessions de Meurthe-et-Moselle sont guettées !

Dans la dernière discussion budgétaire, le gouvernement présenta un article 78 qui lui donnait le droit d'introduire dans les concessions futures des clauses favorables aux ouvriers. Car il paraît que le Conseil d'Etat annule toutes les clauses de ce genre. Il maintient le cadeau, il enlève les

charges. L'Etat est admirablement conseillé ! Mais cet article 78 nous annonçait-il que le ministre se tiendrait pour libre de donner des concessions avant même que le principe de la nationalisation, de l'exploitation par l'Etat eût été tranché par la Chambre ? Millerand déclara tout net, qu'en effet, il reprenait sa liberté. Songez qu'à cette heure, une concession de houillères, qui peut valoir des centaines de millions, est octroyée par décret ! Il n'est pas besoin de loi ! Alors que l'emprunt d'une commune, un échange de terrains valant quelques centaines de francs exigent une loi ! Que dis-je ? le décret qui accorde la concession peut, si le ministre le veut, ne pas figurer à l'*Officiel !* Et le ministre ose dire : « Je suis seul responsable ! la Chambre peut me demander des comptes ! » La Chambre n'est pas même officiellement avertie !

Voilà le gaspillage effréné de la richesse publique qui livre aux financiers de vastes bassins houillers, et l'on avoue aux contribuables qu'on va augmenter leurs impôts de 300 millions !

Quelle raison alléguer ici ? On y voit à nu le mécanisme qui dépouille la nation pour enrichir quelques hommes d'affaires.

L'effort à faire n'était pourtant pas grand ! Il n'y avait qu'à fermer la main au lieu de l'ouvrir !

Résumons !

Poussez à fond, mettez au pied du mur l'interlocuteur qui vous vantera l'œuvre de ces quatre ans : vous lui ferez à la fin avouer l'impuissance et la stérilité de cette législature, du cabinet Clemenceau qui a gouverné trois ans, et de la majorité qui l'a soutenu.

Briand a pris ses précautions ! Pour n'être pas accusé de n'avoir rien fait, il a commencé par constater qu'il arrivait trop tard pour rien faire. Il s'est écrié à la tribune, en prenant possession du pouvoir : « On n'a plus le temps ». Allons donc ! Il avait le temps, sinon de réaliser

grand'chose, au moins de marquer une politique. Que dis-je ? Il en avait si bien le temps qu'il n'a pas pu faire autrement. Sitôt qu'un gouvernement agit, ne fût-ce qu'un mois, ne fût-ce qu'une semaine, il trouve pendantes des questions qu'il ne peut résoudre sans prendre parti. Les capitalistes sont là qui attendent. Il faut leur dire : « Non ! je ne suis pas à votre service ! » ou bien s'incliner et faire ce qu'ils veulent !

Pas le temps ? il a bien fallu qu'il trouve le temps de prendre position pour ou contre l'Ouenza : il s'est prononcé pour l'Ouenza. Il dépendait aussi de lui de suspendre jusqu'à la prochaine Chambre les concessions des minerais de Meurthe-et-Moselle. Les décrets de concession sont tout prêts ! signés sur le bureau du ministre ! Nous l'avons averti du haut de la tribune et à l'heure où j'écris, il est plus que probable qu'il ne les déchirera pas.

Voilà l'œuvre ! et nous n'avons pas besoin de la pousser au noir. Hélas ! loin d'en faire la charge ou la caricature, je vous garantis que vous omettrez toujours quelques traits sombres. Tenez, je ne vous ai pas même parlé du Maroc !

Hein ? cela vaut la peine d'en parler pourtant ! J'allais l'oublier, le Maroc de Clemenceau, de Clemenceau qui a tant bafoué Ferry le Tonkinois ! Le Maroc qui nous a coûté soixante-treize millions et a failli nous amener la guerre avec l'Allemagne. Mais, monsieur, c'était pour venger des ouvriers français ! Admirez le zèle ! On tue des ouvriers français pendant des grèves, mais on les venge au Maroc ! et comment ? Le meilleur moyen de les venger, n'est-il pas d'obtenir des concessions de mines pour le consortium des capitalistes franco-allemands ?

Les soixante-treize millions que nous avons dépensés là-bas, nous allons les porter au compte du sultan marocain. Chaque fois que nous voudrons lui faire signer quelque chose nous lui présenterons cette note. Une expédition coloniale bien ménagée doit laisser après elle le germe d'expéditions suivantes !

N'en jetez plus ? Si ! ce n'est pas nous qui en jetons ! mais nous sommes bien obligés de recevoir ce qui nous

tombe sur la tête ! les liquidateurs ! Duez et toute la bande de complices ! Allard et tous les socialistes avaient proposé que l'État confisquât les biens des congrégations et les gardât pour lui. On n'a pas voulu. Résultat ? On se les partage entre aigrefins, fripons et chicanoux ; et le pays ne sait s'il doit s'étonner davantage ou de la prestesse des opérateurs, ou de l'impudence de ceux qu'on arrête, ou de l'impunité de ceux qu'on n'arrête pas.

Voilà l'œuvre ! Pour être sûr de la bien juger, croyez-moi, ne vous en fiez pas à vous ! Consultez le résumé dressé par les intéressés eux-mêmes ! Vous serez certain, alors, de ne pas céder au parti pris de dénigrement. Vous ferez la preuve de votre bilan, si vous le confirmez par les états de situation dressés par la gérance. C'est pourquoi je n'ai pas voulu m'en rapporter à moi. J'ai copié pour votre édification, dans un grand journal radical, sérieux et autorisé, le récapitulé que voici :

Les retraites ouvrières vont être votées. Et ainsi sera couronnée dignement la législature qui finit et qui a été de réalisation sociale.

Sans vouloir parler de la réforme fiscale actuellement mise, après un labeur soutenu, à pied d'œuvre — ne peut-on pas énumérer la création des conseils consultatifs du travail; l'élargissement des conseils de prud'hommes; les retraites des ouvriers mineurs et du personnel des chemins de fer; la libre disposition de leur salaire aux femmes mariées; la réhabilitation des petits faillis; l'institution d'un patrimoine, d'un bien de famille insaisissable; la suppression des économats patronaux; l'interdiction du blanc de céruse; les congés payés aux institutrices en couches; la possibilité, par l'indemnité, pour les ouvriers de faire partie du jury; la loi sur la vente et le nantissement des fonds de commerce; l'institution du crédit à long terme pour les petites exploitations rurales; toutes les mesures protectrices de l'agriculture et les lois contre la fraude; la réduction enfin des périodes d'exercice militaire et tant d'autres réalisations d'intérêt social immédiat ?

Ce sont là toutes lois bienfaisantes, toutes améliorations pratiques, toutes réformes généreuses.

Au moment même où je corrige ces épreuves, Viviani est à la tribune, où il vient de reproduire dans son discours sur les retraites, cette même énumération. Elle est donc officielle !

Ainsi quand on veut trouver quelque chose ; quand on ramasse tout, jusqu'aux miettes ; quand on gratte dans tous les coins pour amonceler les résultats en un tas présentable, c'est là tout ce qu'on trouve !

Lisez avec soin, lisez tout ! et puis considérez ! faites, comme les peintres, quelques pas en arrière pour vous donner du champ, pour prendre du recul !

Voilà l'œuvre de cette législature, saluée par un cri d'espérance, et qui arrivait les mains pleines de promesses, agitant une corne d'abondance !

Voilà le petit tas ! le petit tas de sable au bord de l'énorme abîme ! Dans l'abîme, tout un peuple souffre et s'agite ! toute une classe dépossédée, réduite à subir les conditions de travail que lui impose la classe possédante ! Elle lutte, cette classe travailleuse, pour améliorer son sort, et chaque jour voit naître un nouveau conflit entre le travail et le capital. Entre les deux, de quel côté s'est rangé le gouvernement ? Toujours, selon le mot célèbre de Clemenceau, « de l'autre côté de la barricade ! » Ils n'ont su que réprimer. Ils n'ont même pas eu la pensée qu'il pût y avoir autre chose dans le progrès économique, qu'une question de barricade ! Ils ont clos les yeux, obstinément, à ce puissant et admirable mouvement qui transforme le monde de la production. La classe ouvrière, la classe de quiconque travaille, la classe qui produit s'éveille à la conscience. Voilà le fait suprême et dominateur qui caractérise notre ère. Le producteur soulève la tête, regarde autour de lui, réfléchit et comprend. Au lieu de l'aider à comprendre, puis à agir, gouvernement et majorité se sont mis au service de ses maîtres pour le maintenir en son lien.

De là l'impuissance, l'avortement, la malfaisance. Nous

l'avons démontré plus haut, réaction sociale entraîne réaction politique et exclut toute possibilité de réforme sérieuse.

En face de ce bilan, pour le compléter et lui donner son véritable sens, dressez tout éployé le programme du parti. Il ne suffit pas de constater qu'on n'a pas marché, il faut crier « Marchons ! » et montrer la route. Cette route, le programme du Parti la trace. En y marchant, non seulement nous allons vers une société nouvelle, vers la justice et le bien-être, mais encore à chaque pas que nous y faisons, le sort du travailleur est dès à présent amélioré.

Tous les éléments économiques de la transformation sociale sont prêts ! Il n'y manque donc que « les éléments humains », selon notre Déclaration, c'est-à-dire la pleine conscience des maux et du remède, avec la volonté d'aboutir.

Le Parti socialiste compte sur la conscience et la volonté de tous ceux qui travaillent.

L'EMANCIPATRICE, 3, RUE DE PONDICHÉRY, PARIS (XV^{e}) — 8670-4-10.